

## RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LE PARTENARIAT MONDIAL POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Plus de deux ans après le 4<sup>e</sup> Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est déroulé à Busan en Corée, le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC), ce processus international issu de la Déclaration de Paris, ainsi que le groupe de travail sur l'efficacité de l'aide se réuniront à Mexico les 15 et 16 avril. Cette réunion de haut niveau accueillera l'ensemble des « membres » du GPEDC y compris ceux issus de la société civile et les syndicats afin de s'entretenir des sujets suivants :

- **Avancement de la mise en œuvre des engagements de Busan pour une coopération efficace au service du développement.** Cette séance passera en revue les avancées réalisées et prendra de nouvelles mesures pour renforcer l'impact des engagements pris lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide en 2011. Différentes manières de promouvoir un développement inclusif seront également examinées durant cette séance.
- **Mobilisation des ressources fiscales et nationales.** Les participants prendront des mesures pour intensifier et soutenir la coopération au développement afin qu'elle puisse stimuler la perception de l'impôt et réduire les flux financiers illicites dans les pays en développement.
- **Pays à revenus intermédiaires et coopération efficace au service développement.** Cette séance abordera différentes manières de renforcer le soutien à la réduction de la pauvreté et à une croissance inclusive dans les pays à revenus intermédiaires.
- **Partage des connaissances, coopération Sud-Sud et coopération triangulaire.** Les membres du partenariat mondial présenteront la coopération au développement menée de concert avec les pays en développement et entre ceux-ci, notamment par le biais d'échanges de connaissances et de savoir-faire ; les membres s'engageront à soutenir cette coopération au développement.
- **Secteur privé et coopération efficace au service du développement.** Entre autres initiatives, les participants établiront une feuille de route en vue d'accroître et d'améliorer la coopération au développement entre les entreprises et les gouvernements.

Chacune de ces séances a pour objectif de produire un ensemble de « prestations » ou plans d'action qui seront poursuivis après la réunion de Mexico. Pour ce qui est du mouvement syndical, nous avons participé à la planification de la séance intitulée Avancement de la mise en œuvre des engagements de Busan... et avons fourni un apport significatif au contenu de cette séance, notamment sur la question du développement inclusif. Nous avons tenté de participer activement à la séance intitulée Secteur privé mais n'avons rencontré que peu de succès, bien que nous soyons parvenus à nous assurer une place d'orateur de panel pour cette séance.

### Évolutions et considérations préalables à la réunion de Mexico

#### *Un processus qui perd sa dynamique*

Depuis le 4<sup>e</sup> Forum de haut niveau tenu en novembre 2011, le calendrier de l'efficacité de l'aide et du développement affiche une dynamique très irrégulière à de nombreux égards. Certes, le petit organe de gouvernance qu'est le Comité de pilotage s'est réuni régulièrement durant la période intérimaire, et l'équipe de soutien conjointe (OCDE/PNUD) a été chargée d'effectuer un processus de suivi léger ainsi que certaines activités connexes ; toutefois, les activités au niveau mondial demeurent très occasionnelles. Ceci tient en partie à la conception du processus et à l'approche « country heavy, global light », mais il est évident que les partisans de cette approche n'avaient pas prévu les conséquences qu'elle aurait sur la dynamique d'ensemble du processus et sur sa cohérence. De fait, la conséquence en est que le processus stagne au niveau national et régional, des parties prenantes qui ne sont pas membres du Comité de pilotage ayant d'ailleurs ressenti une

absence de connexion avec l'ensemble du processus. Nous en concluons que la réunion de Mexico devra tenter d'introduire des modalités de travail différentes afin de favoriser une participation plus large et plus soutenue au processus.

#### *Les syndicats au sein du Comité de pilotage*

L'une des meilleures évolutions récentes du processus est liée à la demande que nous avons exprimée de longue date d'être représentés au sein des structures de gouvernance du processus. Lors de la dernière réunion du Comité de pilotage, nos demandes ont enfin reçu un accueil favorable puisque le Comité de pilotage a été élargi et comporte désormais un deuxième siège pour les OSC dédié aux syndicats. D'autres ajouts concernant les fondations, les administrations locales, les gouvernements régionaux et les donateurs arabes ont été décidés. Outre cette reconnaissance nouvelle, nous avons de nouvelles raisons de considérer que le processus regagne en dynamique et en pertinence puisque nous sommes à même d'influencer les résultats du partenariat. De l'autre côté, les modalités de travail actuelles ont besoin d'être améliorées du fait que, étant désormais autour de la table, nous relevons le défi d'être entendus.

#### **Le document résultant de la réunion de Mexico**

Le principal résultat de la réunion à haut niveau de Mexico sera un communiqué non-négocié dont le sort est en grande partie entre les mains du gouvernement mexicain. Le gouvernement mexicain a pour sa part commencé un programme de consultations qui se tiendront entre aujourd'hui et la date de la réunion dans le but de produire un document qui reflète les opinions et priorités de toutes les parties prenantes du partenariat.

Notre retour général quant à ce communiqué pourrait s'articuler autour des grandes lignes suivantes :

- Le communiqué, qui a pourtant vocation à être un document tourné vers l'avenir, n'aborde pas de manière conséquente les engagements pris à Paris, à Accra ou à Busan et risque donc de donner à penser que les avancées sur ces engagements sont suffisantes, ce qui n'est pas le cas de la plupart des engagements.
- Dans le même temps, dans de nombreux domaines, le communiqué n'est pas suffisamment axé sur l'avenir et semble se contenter de réaffirmer les engagements pris récemment à Busan.
- Dans le même ordre d'idées, l'Approche fondée sur les droits (humains) n'est toujours pas reconnue comme un fondement de l'efficacité du développement et reste un enjeu à promouvoir par les OSC.
- Le travail décent n'est mentionné nulle part dans le document, ce qui constitue une régression par rapport à la réunion de Busan qui avait reconnu le travail décent comme l'un des objectifs primordiaux. Ceci est d'autant plus malheureux si l'on considère l'attention qui est consacrée au secteur privé et le rôle accordé aux entreprises dans la prestation de résultats de développement.
- Les références au secteur privé et à son rôle potentiel composent un tableau d'ensemble fort déséquilibré, un tableau peu réaliste et mal informé du comportement réel du secteur privé — par exemple la portée massive et englobante des PPP. Donner blanc seing aux entreprises a tout autant de chances de saper les efforts de développement que d'y contribuer ; les textes doivent par conséquent mentionner clairement que le secteur privé est tenu de rendre des comptes et que c'est le rôle des syndicats et de la société civile de demander des comptes aux entreprises.

Nous avons fourni des contributions collectives avec les OSC. Les retours détaillés sont disponibles et peuvent être comparés avec le communiqué sous forme électronique.

### **Participation à la réunion de haut niveau**

Une petite délégation syndicale (entre 7 et 12 syndicalistes) participera à la réunion de haut niveau à Mexico. Outre les nouveaux rôles formels assumés durant les séances officielles, nous organiserons deux « séances de réflexion » (ou événements parallèles) consacrées à l'approche fondée sur les droits humains et au secteur privé.

### **Après la réunion de haut niveau**

On peut s'attendre à ce que la réunion de Mexico ranime un processus en stagnation. L'ensemble de résultats axés sur l'action pourrait créer de nouvelles opportunités permettant à toutes les parties prenantes de s'impliquer plus activement entre la réunion de Mexico et la réunion de haut niveau suivante. Il est certain que la direction du GPEDC changera, que de nouveaux co-présidents et nouveaux membres du Comité de pilotage seront choisis.

À plus long terme, les résultats des différents processus parallèles (UN2015, UNCDF, G20 Développement, GPEDC, etc.) pourraient aboutir à des structures mondiales plus cohérentes et davantage intégrées.

### **Coordination avec la société civile**

Nous restons actifs au sein du Partenariat de la société civile pour l'efficacité du développement, une plateforme organisée autour du calendrier de l'efficacité au service du développement. Nous continuerons notamment d'assumer un rôle de premier plan en dirigeant les efforts des OSC concernant l'approche fondée sur les droits humains et le secteur privé.

Toutefois, puisque nous jouissons à présent d'une reconnaissance indépendamment de la plateforme des OSC, nous allons dans le même temps viser à jouer un rôle plus distinct au sein de l'ensemble du GPEDC.

### **Travailler ensemble pour renforcer notre parole à tous les niveaux**

Si nous souhaitons que notre action internationale soit couronnée de succès, notamment pour ce qui est de nos grandes revendications de plaider sur le travail décent y compris la protection sociale et la participation par le dialogue social, nous devons faire en sorte d'être entendus aussi au niveau national et régional.

\*\*\*\*\*